

# Nouvelle-Calédonie – Les antipodes trop oubliés

*La France méconnaît la région du Pacifique sud. A tort.*

Fin août 2011, Nicolas Sarkozy s'est rendu en Nouvelle-Calédonie. Sa visite sur ce territoire, qui lui avait donné son meilleur score (62,8 %) lors des élections présidentielles, est passée quelque peu sous silence. Ce n'est guère surprenant car la France et ses élites méconnaissent la région du Pacifique Sud. A tort sans doute.

Si la France y prit pied en même temps que le Royaume-Uni, la présence de notre pays n'y fut jamais admise, tout juste tolérée. Le retrait britannique à l'est de Suez à la fin des années 1960, l'émergence de puissances à vocation régionale (l'Australie et la Nouvelle-Zélande), l'intérêt manifesté par les Etats-Unis pour le Pacifique Sud à partir des années 1970 en réponse à l'offensive diplomatique des Soviétiques dans cette partie du monde n'y changèrent rien.

Avec la disparition de l'Union soviétique et le recentrage corrélatif des priorités américaines vers la Micronésie plus au nord, le Pacifique Sud serait retombé dans l'oubli si la question calédonienne et celle des essais nucléaires français n'étaient venues, de manière récurrente, rappeler à l'opinion publique que la France était bien une puissance contestée du Pacifique. La signature des accords de Matignon en 1988 et ceux dits de Nouméa en 1998, l'arrêt des essais nucléaires en Polynésie en 1996 ont mis fin aux critiques et redonné un début de légitimité à une présence française qui s'articule autour de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna.

Une simple lecture géopolitique de la région montre que la France n'a pas d'intérêts réellement vitaux à défendre dans cette partie du monde. Notre pays a en revanche des intérêts de puissance à promouvoir qui, bien que modestes, ne doivent pas pour autant être négligés. Ceux-ci sont de trois ordres. Le premier est d'ordre diplomatique. Avec la fin des essais nucléaires, il y a quelques années, la France s'est réconciliée avec les petits Etats insulaires qui tous, pour leur survie, dépendent de l'assistance étrangère. Aujourd'hui, dans bien des cas, l'aide apportée par la France représente une part significative des subsides reçus.

Ensuite il existe un intérêt ou, plutôt, des enjeux économiques. La France a, dans le Pacifique Sud, comme ailleurs dans le monde, des intérêts commerciaux à défendre ou à promouvoir. Le Pacifique Sud, région d'un peu plus de 30 millions d'habitants, constitue le troisième marché de la France en Asie après la Chine et le Japon. L'Australie, quant à elle, représente un marché attractif. Ses quelque 22 millions d'habitants ont un pouvoir d'achat identique à celui de l'Indonésie, de la Malaisie, de Singapour et des Philippines réunis, soit quelque 35 millions de personnes.

Enfin, il y a pour la France une motivation géostratégique. Comment ne pas voir que le Pacifique pris au sens large, avec ses quelque 168 millions de km<sup>2</sup>, représente un espace de communication privilégié entre deux des continents les plus dynamiques du globe, Asie orientale et Amérique ? Le Pacifique ne vaut pas seulement par ses Etats insulaires, il vaut également et surtout par la dimension, l'influence et la stratégie de ses riverains : Etats-Unis, Chine, Japon, Canada, Taiwan, Mexique, Indonésie... qui tous, à un niveau ou à un autre, revendiquent un rôle accru dans cet espace. Comment, de même, occulter le fait que l'affrontement attendu entre les deux grandes puissances mondiales, les Etats-Unis (aujourd'hui) et la Chine (demain), s'il se produit aura pour cadre le Pacifique ?

Reste aujourd'hui à la France, pour rompre sa solitude de dernière puissance européenne présente dans le Pacifique Sud, à briser l'indifférence patente de l'Union européenne à l'égard de cette région, et à porter l'Europe vers cette région du monde dont elle est trop cruellement absente.

**Pascal LOROT**

*Le nouvel Economiste*, N°1578, 1<sup>er</sup> Septembre 2011